F. Rouge, chemin Gaberel 12 Genève

N° 14. — Seconde année. L'émancipation des Travailleurs doit être l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes. Samedi 6 avril 1907.

LA VOIX DU PEUPLE

JOURNAL SYNDICALISTE PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS

ORGANE OFFICIEL DE LA FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES DE LA SUISSE ROMANDE

C.I.R.A.

RÉDACTION
23, Rue d'Etraz, 23, Lausanne.

ABONNEMENTS
UNE ANNÉE : 3 fr. 50 — SIX MOIS : 2 fr. — TROIS MOIS : 1 fr.
LE NUMÉRO : 5 CENTIMES

ADMINISTRATION
23, Rue d'Etraz, 23, Lausanne.

Grève générale en Suisse romande

Les faits qui viennent de se passer en Suisse romande ont plus fait, pour l'éducation du prolétariat, que des années de propagande par la parole et par l'écrit. En effet, grâce à la grève des chocolatiers de Bussigny, Vevey et Orbe, nous avons maintenant la preuve que la grève générale n'est pas une utopie, une folie du tout.

A ceux qu'on tourne en ridicule, qu'on traite d'huluberlus, d'utopistes, de fous ou de rêveurs — quand ce n'est pire — *les faits,* dans « notre bon canton de Vaud » tout comme partout ailleurs, viennent de donner raison !

Et, avant d'aller plus loin, il convient de dire à l'immonde presse bourgeoise et aux non moins immondes bourgeois — sans oublier les politiciens soi-disant socialistes — que la grève générale n'a pas été cherchée, *voulue* par des violents et des énergumènes, pas plus étrangers qu'indigènes. La grève générale a été rendue *inévitable.* Elle a été *imposée* au prolétariat par les circonstances. Contrairement à ce qu'ont affirmé tous les défenseurs de l'ordre bourgeois, qui n'y connaissent rien, les *moyens financiers* tant prônés par eux — et pour cause! — ne suffisaient pas pour venir en aide aux grévistes. Ces moyens-là suffisent parfois, tant qu'il n'y a pas de défection, par exemple. Dès qu'il y a des renégats et que leur nombre va croissant (c'était le cas) il faut, sous peine de défaite, avoir recours à des moyens autrement efficaces que les moyens financiers.

C'est ce qui fut fait pour nos camarades chocolatiers.

Après huit jours de grève, si le chômage était encore quasi général à Vevey, il n'en était pas de même à Orbe et à Bussigny. Dans ces deux dernières localités, des centaines de faux-frères avaient déjà repris le travail. Nous n'inventons rien pour les besoins de la cause : les patrons eux-mêmes le faisaient annoncer.

Et c'était exact.

Or, est-ce que les fameux *secours financiers* pouvaient empêcher les inconscients et les faibles de trahir leur propre cause? Non. Surtout quand les grévistes n'ont jamais été syndiqués et qu'ils ne possèdent par conséquent pas encore l'indispensable conscience de classe, si nécessaire surtout quand la lutte se prolonge. (Les dirigeants des fabriques Peter-Kohler avaient su choisir le moment le plus propice pour faire éclater la grève.)

Dans ces conditions il fallait que, pour réussir, le mouvement des chocolatiers fut de courte durée. Pour cela — ne vous en déplaise, messieurs les bourgeois! — il n'y avait qu'un moyen, *un seul*, c'était la **grève générale!**

On le voit, l'Union ouvrière, pour soutenir les grévistes, ne pouvait pas faire autrement qu'elle n'a fait.

La bonne à tout faire qu'est la presse est donc mal venue à nous recommander les moyens financiers tout en annonçant, d'autre part, qu'un nombre toujours plus grand de chocolatiers reprenait le chemin de la fabrique. Est-ce inconscience... ou canaillerie? Les deux, probablement.

Mais le temps est passé, semble-t-il, où le prolétariat s'en laissait imposer par les feuilles de choux et les politiciens.

Groupés maintenant sur le terrain exclusivement économique, les travailleurs prennent de plus en plus conscience de leurs intérêts. C'est ce qui explique la fureur des bourgeois.

On a poussé des cris d'indignation devant la *violence* des grévistes de Vevey, mais on s'est bien gardé de dire que le patronat, comme toujours, a été le premier à faire acte de violence en refusant de reconnaître le syndicat ouvrier. De ce fait, les capitalistes ne se sont-ils pas placés eux-mêmes hors la légalité?

Mais, il n'y a pas que les bourgeois qui soient furieux devant la force grandissante du syndicalisme. Les politiciens soi-disant socialistes ne le sont pas moins, si l'on en croit le correspondant de la *Tribune de Genève.*

Voici, en effet, ce qu'il écrivait le lendemain de la grève générale à Vevey :

« Ce qui arrive était prévu depuis longtemps, vous ai-je dit. En effet, maintes fois déjà, les conseillers communaux et les députés *ouvriers (!?)* de Lausanne, nous ont déclaré qu'ils étaient débordés par les éléments violents, à tendances nettement anarchistes et révolutionnaires, dont le centre de ralliement était la Maison du Peuple, et qu'ils étaient dans l'impossibilité de réagir : « Vous verrez, nous disait tout récemment l'un d'eux, vous verrez, qu'avant peu, il y aura « de la casse ». *On ne nous écoute plus ;* on nous traite de « vendus », de bourgeois, de politiciens. Toute une partie de *nos gens* nous échappent. » Cela est si vrai que, dans une récente et mémorable séance, plusieurs d'entre eux sont allés ouvertement rompre en visière avec les violents, leur prédisant ce qui allait arriver, et les mettant en garde contre le tort que font les violences aux causes même les plus justes. Il fallait une belle crânerie pour faire cette démarche. L'un des députés de Lausanne, M. R. Beyeler, l'a eue. Il a été conspué de la belle façon. Il a tenu tête à l'orage (!). Il a dit les vérités (?) que sa conscience lui faisait un devoir de proclamer. Il a prédit ce qui arrive aujourd'hui. Le courage porte en lui sa récompense : il doit se féliciter maintenant de sa courageuse attitude vis-à-vis des violences.

« J'ai parlé ces jours-ci des derniers événements avec plusieurs des députés et conseillers socialistes. Tout en les déplorant, ils ne sont pas trop marris de ce qui arrive : « *Nos gens* voient où les mènent les violents (!). Ils n'ont pas voulu nous écouter (!!). Les voilà dans de jolis draps (!!!). Nous en pâtirons nous aussi; cela va sans dire, mais au moins n'avons-nous rien à nous reprocher. » Je vous apporte leurs dires sans commentaires. Les faits ont leur éloquence. »

Oui, les faits ont leur éloquence. C'est pourquoi nous disons que ceux qui viennent de se passer ont plus fait, pour notre éducation, que des années de propagande par les conférences, les brochures ou les journaux !

Ces faits auront enfin fait voir, même aux plus aveugles, ce que c'est que la patrie, à quelle défense sont dressés les soldats, quel cas on fait des fameuses garanties constitutionnelles.

Ces faits nous ont prouvé, n'en déplaise aux législateurs rouges ou noirs que, malgré que le droit de se syndiquer soit reconnu par leurs lois aux ouvriers, il a fallu que les travailleurs de Vevey, Montreux, Lausanne, Genève — et, si cela n'avait pas suffit, ceux de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds — se lèvent comme un seul homme pour conquérir, par *l'action directe*, le droit de se syndiquer.

Grève générale pour rire, ont encore dit, pour rassurer les bourgeois, les plumitifs de l'ordre.

Les moyens de transport n'étant pas arrêtés ; les principaux travailleurs de l'alimentation n'ayant pas quitté le travail non plus les électriciens ni les gaziers, c'était, sans aucun doute, une grève générale pour rire. Telle quelle, elle a forcé les gouvernants à lever la troupe sur un parcours de plusieurs centaines de kilomètres, à faire battre la générale, à appeler sous les armes plusieurs milliers d'hommes à pied et à cheval! Que sera-ce donc, malheureux que vous êtes, quand la cessation du travail sera complète et que les travailleurs se donneront pour but, non plus la reconnaissance par les patrons du droit de se syndiquer, mais l'expropriation pure et simple, la reprise du sol, du sous-sol, des outils et des machines qui nous appartiennent sans conteste, à nous les producteurs?

En attendant que sonne l'heure de l'expropriation finale, nous sommes heureux de constater que, devant les grèves de Montreux, Vevey, Lausanne et Genève, le gouvernement affolé a dû faire pression sur le patronat et celui-ci, après avoir hautement déclaré qu'il n'entamerait jamais des négociations avec le syndicat et avoir dédaigneusement refusé de lui répondre durant toute une semaine, n'a pas demandé mieux que d'entrer en négociation et de reconnaître son existence!

Voilà ce que l'union des travailleurs, sur le terrain *économique*, a fait. C'est le triomphe de la tactique préconisée par la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande, qui est celle de la Confédération générale du Travail de France.

Les conseillers communaux et les députés *ouvriers*, dans un touchant accord avec le patronat et le gouvernement le déplorent.

Nous, simples producteurs, qui voulons de toutes nos forces la réalisation de la devise profondément vraie de la vieille Internationale : *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* — nous nous réjouissons, au contraire, de l'heureux résultat de cette admirable manifestation de solidarité ouvrière.

Désormais il ne sera plus possible, aux adversaires du syndicalisme, de dire que la grève générale est une utopie.

Par contre — et c'est bon signe! — les travailleurs comprennent toujours plus que la véritable utopie est d'avoir foi en la légalité et en le parlementarisme pour l'amélioration des conditions d'existence et l'affranchissement du prolétariat.

Nos maîtres n'hésitant jamais à sortir de la légalité quand leur intérêt l'exige — et il l'exige chaque fois que les producteurs abandonnent la production — ceux-ci doivent reconnaître que, *seuls*, les moyens que la bourgeoisie ne nous recommande pas, c'est-à-dire les moyens extra-légaux et les moyens *révolutionnaires*, sont efficaces, et qu'il est urgent de les adopter.

C'est la conclusion que l'ouvrier clairvoyant aura tiré de la levée en masse des troupes et des brutalités inouïes qu'elles ont impunément pu commettre sur une foule qui, elle — pour ne pas faire mentir la tradition — était complètement désarmée.

Aux soldats, aux gendarmes et aux agents en uniforme et en civil, armés formidablement pour la défense des coffres-forts, le prolétariat, cela est manifestement évident, finira par se demander s'il n'est pas du plus élémentaire bon sens de répondre par des moyens de défense adéquats. Dorénavant, à la classique formule : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », la logique des faits y accolera les mots : « Et armez-vous ».

Prenons exemple sur la bourgeoisie — diront les travailleurs — qui, elle, est toujours prête à nous faire massacrer à la première velléité de révolte.

L'armée, qu'on nous dit à tout propos et hors de propos servir à repousser l'envahisseur, nous avons vu à quoi elle sert en réalité. Elle est mise au service des patrons, pour les défendre contre les légitimes revendications de leurs esclaves.

Ceux-ci s'armeront peut-être, à leur tour, pour la défense de leurs droits et de leurs existences, menacés par les chiens de garde du capital chaque fois qu'ils formulent la plus anodine revendication.

La bourgeoisie en étant réduite à armer les enfants du peuple pour défendre ses privilèges et ses rapines, la plus grande partie de notre activité doit porter sur la propagande antimilitariste, trop négligée jusqu'ici.

Lors de la dernière levée de troupes, il y a eu plus de six cents réfractaires. Redoublons d'efforts, persévérons, afin d'en augmenter toujours plus le nombre. Le prolétariat ne sera affranchi de l'exploitation que lorsqu'il n'y aura plus de prolétaires pour la défendre.

Les grands manitous du gouvernement vaudois nous ont aidé, en armant nos frères contre nous, à leur faire comprendre quel est leur véritable devoir en pareille circonstance.

Ce ne sera plus, alors, une grève générale pour rire ! E. C.

Aux ouvriers des villes

Celui qui n'a rien est, et sera toujours, l'esclave de celui qui possède. Aussi ne pouvons-nous concevoir notre émancipation qu'en reprenant à la bourgeoisie tout ce que nous avons confectionné, tout ce qu'on nous a enlevé : les spacieux appartements bien éclairés, bien aérés, les bons lits et les fauteuils qui nous permettront un repos salutaire après le labeur quotidien, les tables garnies de mets réconfortants, les habits chauds, commodes et propres. Mais il faut que cette reprise se fasse au profit de tous, en de vastes proportions. En petit, ce ne serait qu'un pillage qui n'aboutirait qu'à un changement de propriétaires ; en grand, c'est le commencement de l'organisation du communisme. Aussi, quand nous en aurons la force, quand toute une région, quand de grandes villes se seront débarrassées de leurs gouvernants, notre œuvre sera toute tracée : il faut que l'avoir social détenu par les particuliers fasse retour à son véritable maître, tout le monde, il faut que l'outillage entier revienne à la communauté. C'est là, ce qui constituera *l'expropriation.*

La bourgeoisie, sans doute, ne se laissera pas exproprier sans coup férir, sans se défendre violemment, férocement. Aussi devrons-nous procéder avec rapidité et décision, sans hésitation aucune, forts de nos droits les plus stricts.

Depuis les dures expériences de tant d'années, il ne nous reste aucun espoir de secours et d'appui des soi-disant progressistes de gouvernement. Le parlement est d'ailleurs un milieu parfaitement bourgeois, et, de législature en législature, les députés radicaux ou même socialistes accentuent toujours plus leur retour aux idées conservatrices. Et puis, l'Etatisme, comme la Centralisation, comme la Dé-

mocratie, sont des formes d'organisation où des supérieurs — et par conséquent des inférieurs — sont nécessaires, où l'égalité, où la liberté pour tous ceux d'en bas ne sont qu'illusion, et nous ne voulons plus de ces différences. Quant à la légalité qu'on nous présente comme une voie à suivre, n'est-ce pas une grossière fourberie? La bourgeoisie a accordé au peuple un bout de papier — le bulletin de vote — pour défendre ses droits; mais elle s'est réservée des fusils pour faire défendre ses intérêts, à elle. Cette simple constatation en dit long. Non, voyez-vous, la société bourgeoise est à combattre par nous dans les moindres de ses institutions, parce que cela forme bien un tout, qui, durant des siècles, n'a jamais contribué qu'au maintien de l'asservissement de la plèbe. Jamais l'inanité des réformes ne s'est montrée aussi clairement qu'aujourd'hui. Tout ce qui nous est proposé ne touche en rien au régime de la propriété individuelle, et, au fond, le but poursuivi n'est autre que celui de fortifier ce même régime en rendant son fonctionnement plus régulier, plus en accord avec une situation nouvelle.

Tout autre est notre programme.

Et c'est vers **l'expropriation de la bourgeoisie** que les producteurs ont à marcher. Comme ils sont l'élément vital de toute société, les seuls intéressés aux transformations sociales, les seuls pouvant constituer entre eux une société raisonnable, c'est à eux-mêmes d'entreprendre le mouvement libérateur. *L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*, telle est la formule scientifique de l'ancienne « Association internationale des Travailleurs », que nous, les travailleurs communistes faisons nôtre aussi, et qui est puissamment entrée dans les faits par l'*action directe*. Et cela est bien!

Les bourgeois ne pourraient pas vivre un jour entier sans que les producteurs ne leur fournissent tout ce qui est indispensable à la vie, le pain, les vêtements, les meubles, la lumière, les combustibles, les moyens de transport. Il est clair qu'il n'y a pour leur faire rendre gorge, à ces bourgeois qui nous grugent, nous oppriment, qu'à *ne plus travailler pour eux*. Il s'agit ainsi de leur rendre l'existence intenable, en désorganisant, aussi souvent que possible, et de plus en plus, leur pouvoir de consommation. Lorsque ces gens ne trouveront plus, à tout moment, le pain, là, le matin, tout préparé, ils se sentiront déjà passablement ébranlés ; et si on les prive de tous les objets de première nécessité, alors il ne leur restera plus qu'à se mettre à produire eux-mêmes. De parasites qu'ils sont, ils seront devenus des producteurs. Et nous, c'est pour nous-mêmes, pour nos égaux, que nous pourrons travailler. La lutte de classes qui se précise par notre tactique aura abouti, en fait, à la suppression des classes. C'est donc en multipliant les cessations de travail pour le compte des autres que nous arriverons à rétablir dans la société des situations normales; c'est en accroissant sans cesse le nombre des grèves, en les intensifiant, en les généralisant, qu'on menacera le plus certainement les modes de vie de la bourgeoisie. La **grève générale**, complétée par une forte propagande antimilitariste, apparaît, dès lors, comme l'arme de combat par excellence. Non pas la grève des bras croisés, dans l'attente d'une capitulation de nos ennemis, mais la grève active, la grève révolutionnaire procédant à l'expropriation de la classe capitaliste. Le prolétariat ayant compris sa tâche, ne s'énervera plus dans l'attente des solutions pacifiques qui furent toujours douloureuses pour lui. Il s'emparera de ce qui constitue la richesse collective dont il fut le bon ouvrier avant d'en être dépouillé.

La terre, les immeubles, les fabriques, les usines, les mines, les voies de communication, les moyens de transport, toutes ces œuvres de sa force créatrice deviendront propriété commune pour la satisfaction des besoins de tous. Révolté internationalement, le prolétariat saura organiser, avec ses frères d'autres pays, l'échange des produits nécessaires à la vie, sans en faire un moyen de domination, d'accaparement. Et ayant su procéder à l'expropriation, il saura défendre ses conquêtes.

Et retenez bien ceci, ouvriers! Dès que vous en aurez la possibilité, vous vous occuperez, avant tout, de manger à votre faim, sans décret, sans payer de tribut. Il ne faudra pas perdre son temps à discutailler sur la place de l'Hôtel-de-Ville, ni à nommer des députés. Ces êtres-là redeviendraient des maîtres, fussent-ils dix fois bien intentionnés. Pour travailler et pour consommer, nul besoin de permission ni de loi. La grève générale, ce sera la prise de possession, bien décentralisée, de la mine par le mineur, de la poste par les postiers, de l'usine par le métallurgiste, de la ferme par les métayers, du sol et des instruments de production par les travailleurs — la révolution en un mot. Bientôt, peut-être, les conflits, qui deviennent de plus en plus fréquents, amèneront des événements décisifs; la lutte éclatera, formidable, entre le régime capitaliste et le peuple révolté voulant vivre. Devant lui se dresseront toutes les forces de réaction pour le maintien des privilèges et pour la perpétuation de sa servitude — depuis le bienfaiteur de la législation ouvrière qui cherche à consacrer légalement le droit d'exploiter son prochain, jusqu'à la soldatesque qui tire sans broncher sur le peuple, comme à Göschenen en 1875, où quatre mineurs désarmés furent lâchement fusillés, comme en France, en Italie, en Russie, en Europe, en Amérique, partout.

Préparons-nous donc, camarades travailleurs, à la lutte finale pour l'émancipation la plus complète. Par la grève générale à la liberté!

(Tiré du Manifeste de la Fédération communiste-anarchiste de la Suisse romande, et imprimé à l'Imprimerie communiste des Unions ouvrières.)

LES GRÈVES

Chez les métallurgistes.

A *Brugg*, les fondeurs se sont mis en grève; leur comité central est pleinement d'accord avec eux et les soutiendra énergiquement.

A *Lucerne*, les ouvriers de l'atelier Ehrensberger et Albrecht ont quitté le travail. Les patrons ayant embauché un kroumir comme contremaître, les ouvriers se refusèrent à travailler sous les ordres d'individus pareils.

A *Horgen*, les ouvriers métallurgistes revendiquent la journée de neuf heures et demie et une augmentation de salaires.

A *Zurich*, les monteurs de stores à rouleaux ont donné leur congé. Ils demandent 35 p. 100 d'augmentation sur le travail aux pièces.

Chez les travailleurs du bois.

A *Interlaken*, la grève continue. Le *Holzarbeiter* dit que les ouvriers sont toujours bien résolus à tenir jusqu'au bout. Le travail presse et les patrons vont être obligés de céder. Ils font circuler une liste noire les engageant à ne pas embaucher des grévistes d'Interlaken. Vive la liberté du travail! Les patrons cherchent à faire exécuter le travail ailleurs. Mais les ouvriers du dehors se refusent à l'exécuter.

A *Rapperswill*, les menuisiers et charpentiers ont déclaré la grève samedi 30 mars dernier. Cette attitude énergique a été prise à la suite de provocations patronales vis-à-vis de membres du comité du syndicat et à cause de l'intransigeance des exploiteurs.

Chez les plâtriers-peintres.

A *Montreux*, la grève continue. Si les patrons se montrent intransigeants, les ouvriers, eux, se montrent résolus à ne pas céder, malgré les mesures de police les plus ignobles. Quantité de camarades ont quitté la place. Il n'en reste que juste le nécessaire pour maintenir l'état de grève. On nous dit que les kroumirs eux-mêmes ne s'entendent plus avec leurs singes. Allons, tant mieux! Ils constatent ou ils constateront que la lâcheté ne sert jamais à rien, sinon les intérêts des exploiteurs.

A *Rorschach*, la boîte *Bustetto* est à l'interdit particulièrement, ainsi que les places de Rorschach et Arbon, étant donné qu'un mouvement est en cours et que des vexations sont exercées contre les syndiqués.

A *Lucerne*, la grève des peintres continue sans changement, malgré les efforts des « chrétiens » pour recruter de leurs amis kroumirs.

A *Interlaken*, la grève a éclaté le 27 mars au matin, tous les efforts faits par les ouvriers pour entrer en pourparlers avec leurs patrons ayant échoué.

A *Bâle*, la grève des peintres suit son cours. Des kroumirs travaillant dans les nouveaux bâtiments de la gare, les ouvriers des autres corps de métier posèrent comme condition de la continuation du travail, le renvoi des peintres kroumirs. Ce qui fut fait, et bien fait.

Chez les maçons et manœuvres.

A *Montreux*, près de 1000 maçons et manœuvres n'ont pas repris le travail. Ils réclament le même tarif qu'à Lausanne, c'est-à-dire: un minimum de 57 cent. pour les maçons, 50 pour les mineurs, 47 pour les manœuvres, 35 pour les porte-mortiers.

Chez les coiffeurs.

A *Lausanne*, la grève des coiffeurs continue. Une douzaine de patrons ont signé les conventions des grévistes.

A *Zurich*, les coiffeurs sont aussi en grève. Ils ont trouvé une façon originale de lutter. Un camarade se promène devant chaque magasin n'ayant pas signé la convention, avec un écriteau indiquant que les ouvriers sont en grève et en donnant la cause. Ce qui éloigne les clients.

Un politicien coûteux

Le groupe de l'alimentation des conseillers communaux socialistes de Lausanne a délégué un de ses membres au congrès de St-Gall. C'est l'épicier Vittoz qui a proposé son compère le mastroquet honoraire Pauly comme délégué. Ce dernier, en homme désintéressé, s'est dévoué moyennant un subside de 50 francs prélevé sur la caisse. Le voyage, aller et retour, coûte 20 francs. Pour deux jours de congrès, cela fait la jolie somme de 15 francs par jour. Pauvres moutons qui alimentez la caisse, comme vous êtes tondus! Le jaunissard *Grutli* nous dira-t-il si Pauly a voté la proposition Nicolet concernant la campagne anti-absinthique? Ce qu'il y a de certain, c'est que Pauly est resté muet, estimant qu'il en donnait ainsi pour leur argent à ses co... pains.

Et dire que la plupart des ouvriers vont à leurs frais dans ces parlottes inutiles, alors que les gros ventrus ne se dévouent que moyennant 15 francs par jour, soit trois fois la paie journalière des ouvriers de la commune.

Petitrocher.

La grève générale politique
(Der Politische Massenstreik)

CHAPITRE PREMIER
Préliminaires et Considérations générales.
(Suite).

Nous pouvons nous dispenser, pour le moment, de répondre aux contradicteurs de la première catégorie, à ceux qui sont opposés en principe à la grève générale politique : les considérations qu'on trouvera plus loin (chapitres III et IV) sur le développement économique et le développement politique de la Suisse feront comprendre ce qu'il y a d'erroné dans leur manière de voir. Mais nous devons dire quelques mots de l'opinion de la seconde catégorie de contradicteurs, dont l'argumentation, comme il va être montré, ne repose pas sur une base bien solide.

S'il n'est pas vrai que les révolutions puissent être faites au gré du prolétariat, on ne saurait affirmer, néanmoins, que *dans un avenir très prochain*, peut-être déjà dans *un ou deux ans*, le prolétariat conscient ne sera pas *contraint*, par ses adversaires bourgeois, à faire une grève générale politique, *c'est-à-dire dirigée contre l'Etat :* il suffit de rappeler les récentes grèves des métallurgistes à Albisrieden et des maçons à Zurich, et l'appel de troupes fait à cette occasion par le gouvernement zuricois, pour faire voir avec quelle rapidité, à l'heure actuelle, les situations changent de face.

Or, si l'on reconnaît, en songeant aux événements qui se sont produits à Zurich, que peut-être déjà demain ou après-demain les moyens de lutte employés jusqu'ici ne seront plus suffisants, dans certains cas, pour une défense efficace des intérêts ouvriers, et si une grève générale apparaît comme une nécessité possible, pour contraindre un gouvernement brutalement réactionnaire à renoncer à l'emploi de certaines mesures, on devra reconnaître en même temps qu'on ne peut pas se contenter de garder simplement une attitude expectante, jusqu'au moment où la grève générale sera devenue un fait accompli, mais qu'au contraire c'est un *devoir* pour nous de l'étudier et de la discuter à l'avance.

C'est précisément parce qu'une grève générale politique ne peut être victorieuse que si elle est *spontanée*, si elle éclate *sous le poids brusquement accru de l'oppression exercée par nos adversaires* — c'est pour cela que *la masse doit être rendue familière à l'avance avec cette méthode de lutte*. Lorsqu'une arme est placée entre les mains des ouvriers, il faut qu'ils en connaissent au moins la nature, pour pouvoir la manier avec succès; et cela, surtout lorsqu'il s'agit d'un moyen de lutte qui devra être employé à l'improviste, du jour au lendemain.

Celui qui prévoit la possibilité de la grève générale politique ne peut pas, en bonne logique, refuser une discussion sur ce sujet.

CHAPITRE II
De l'histoire de la grève générale politique.

Les congrès socialistes internationaux se sont occupés à réitérées fois de la question de la grève générale. Une fois en 1889, à Paris, lorsque le délégué marseillais Tressaud souleva la question de savoir si la démonstration du Premier Mai ne devrait pas être efficacement soutenue par une grève générale. Au congrès de Bruxelles (1891), le Hollandais Domela Nieuwenhuis proposa que les socialistes de tous les pays répondissent à une déclaration de guerre par un appel au peuple en vue d'une cessation générale du travail. Mais l'une et l'autre proposition furent rejetées.

Au congrès de 1893, à Zurich, une commission spéciale élabora un projet de résolution sur la grève générale, projet qui ne put être mis en discussion faute de temps.

A cette époque déjà, on ne rejetait pas purement et simplement toute idée de grève générale; on avait indiqué en termes clairs et précis quelle sorte de grève générale pouvait être utile au prolétariat. Voici ce que disait le projet de résolution de 1893 :

« Le congrès déclare que, dans les conditions sociales et politiques actuelles, ce n'est que la grève générale d'une ou de plusieurs industries déterminées qui pourrait être tentée avec succès; il déclare en outre que des grèves générales, dans telles circonstances données, peuvent être une arme des plus efficaces non seulement dans la lutte économique, mais aussi dans la lutte politique; cette arme toutefois suppose, pour son emploi efficace, une sérieuse organisation professionnelle et politique de la classe ouvrière.

« Le congrès recommande en conséquence aux partis socialistes de tous les pays de travailler de toute leur énergie à cette organisation, et passe à l'ordre du jour sur la question de la grève universelle *(Weltstreik)*. »

La question de la grève générale figura de nouveau à l'ordre du jour des congrès socialistes internationaux qui suivirent, à Londres en 1896, à Paris en 1900, et à Amsterdam en 1904. Comme précédemment, les congrès se prononcèrent *négativement* quant à la possibilité d'une grève générale dans le sens de la cessation complète de tout travail, mais ils admirent la possibilité d'une grève générale politique.

Du reste, la question qui faisait dans les congrès l'objet de discussions théoriques avait déjà reçu précédemment plusieurs applications pratiques, mais avec des succès divers. *(A suivre.)*

DANS LES ORGANISATIONS

LA CHAUX-DE-FONDS

Deux camarades plâtriers-peintres de langue allemande, grévistes à Montreux, quittent la localité pour alléger la caisse. Ils vont demander du travail à l'entrepreneur Dessulavy, à La Chaux-de-Fonds. Celui-ci leur répondit qu'il n'a pas de travail pour les grévistes!

La voilà bien, leur liberté du travail!

— Le syndicat des métallurgistes de La Chaux-de-Fonds, suivant l'exemple du Syndicat des employées et employés de commerce, a demandé son entrée dans

la Fédération des Unions ouvrières romandes. Espérons que les autres syndicats qui, dans leur majorité, sont favorables à la Fédération ne tarderont pas à en faire autant.

La grève des chocolatiers ayant démontré l'urgente nécessité de syndiquer tous les travailleurs de l'alimentation, la Fédération des Unions ouvrières va s'y consacrer incessamment. Pour cela, elle a besoin de toutes les bonnes volontés, d'autant plus que la caisse est complètement à sec, la Fédération ayant envoyé en permanence des camarades à Orbe et Bussigny.

LAUSANNE

Le Syndicat des charretiers et manœuvres de Lausanne et environs a demandé, à deux reprises déjà, une entrevue, afin de discuter les bases d'un tarif améliorant la misérable situation de l'ouvrier. Une réponse est enfin parvenue au comité du syndicat, demandant un délai jusqu'au 15 avril. D'autre part, quelques patrons, voulant jouer un vilain tour au syndicat, ont augmenté de quelques sous leurs employés. Ce n'est pas le moyen d'éluder la question du tarif, car le syndicat tiendra la main à ce que tous les patrons acceptent le tarif modeste qui leur a été soumis.

MONTREUX

M. Louis Fonjallaz, menuisier, nous a adressé la lettre suivante, que des circonstances indépendantes de notre volonté nous ont empêché de publier plus tôt :

« Vous avez publié dans le numéro 11 de la *Voix du Peuple* de samedi 16 mars, sous titre *Montreux*, un entrefilet dicté par le dépit et dont l'unique but est de me nuire personnellement.

Je vous prie donc de faire paraître la rectification suivante :

1. Il n'y a pas de machiniste de profession au Kursaal de Montreux.

2. Menuisier de mon état, je ne suis occupé au Kursaal que les soirs où l'on joue des comédies. Mes deux collègues, dont l'un est peintre de son état et l'autre employé aux entrepôts Allaman comme voiturier, étaient occupés tous les soirs pour les attractions. Or c'est un soir d'attractions, alors que j'étais dans mon lit qu'ils ont été remerciés et j'ignore encore actuellement ce qui s'est passé. Les termes d'*hypocrite*, *mouchard* et *menteur* à mon adresse sont donc aussi déplacés qu'immérités. Sachant que les occupations confiées peuvent être remplies par le premier venu et que le Kursaal n'a que le choix des candidats qui attendent ; que, tant mon collègue Gasconi qui les remplit depuis 8 ans, et moi depuis 15 ans, nous n'avons qu'à nous louer du directeur et du régisseur du Kursaal ; je ne vois pas quel profit eussent retiré nos deux collègues congédiés — que rien au monde ne pouvait forcer l'employeur de réintégrer — de notre solidarité dans des démarches aussi inutiles que vengeresses et dont la conséquence inévitable était de me priver, pour ma part, d'un gagne-pain accessoire qui m'aide à entretenir mon ménage.

J'estime que c'eût été là une maigre consolation pour les deux congédiés et que s'il faut être solidaire dans le *bien* à augmenter, il ne faut pas l'être dans le *mal* que l'on peut faire.

Comptant sur votre loyauté, etc. »

NEUCHATEL

Le mouvement des tailleurs s'est terminé à la satisfaction des ouvriers. Ceux-ci obtinrent une augmentation des salaires de 5, 10 et 20 p. 100 sur les anciens tarifs ; les fournitures pour la machine à coudre sont à la charge des patrons. Un tarif unique a été substitué à l'ancien mode de paiement, qui comportait différentes échelles. Celui-ci a une durée de trois ans et doit être dénoncé trois mois à l'avance. Le syndicat se promet, pendant ce temps, de faire une active propagande syndicale afin de pouvoir, à l'échéance, exiger davantage du patronat.

SAINT-IMIER

La correspondance du Syndicat des plâtriers-peintres de Saint-Imier doit être adressée au nouveau local, café du Soleil ; au président, Arnold Lubini, 1, rue de la Société, ou au secrétaire, Walther Andreotti, rue du Vallon, 24.

Les assemblées générales ordinaires ont lieu chaque dernier samedi du mois.

VEVEY

La direction de la fabrique de socques Pernet, ayant appris que le syndicat s'était reconstitué, fit annoncer dans les ateliers que les membres du comité étaient congédiés et devaient passer à la caisse pour être réglés. Immédiatement, une assemblée eut lieu. Une convention fut soumise incontinent à la direction, convention qui comprenait, entre autres revendications : la reconnaissance du syndicat, l'annulation de la mesure frappant les membres du comité, une augmentation des salaires, etc. Les patrons, devant cet acte de solidarité et l'attitude résolue du personnel, et se souvenant sans doute de la visite que leur firent les grévistes deux jours auparavant, s'empressèrent de faire droit à toutes les demandes du personnel. Le syndicat a fait son entrée dans l'Union ouvrière. Très bien.

— Le Syndicat des métallurgistes recommande chaudement à la « sollicitude » de tous les camarades conscients, les mouchards *Schirmer* et *Hänner*. Ces deux crapules assistaient aux assemblées du syndicat et faisaient ensuite rapport à la direction des Ateliers de constructions mécaniques.

— Deux ouvriers de la marbrerie Raymond : Angèle Ferrari (syndiqué) et Jean Bertoncini (non syndiqué) faisaient des journées de quatorze et quinze heures. Le syndicat ayant fait des démarches pour faire cesser cet état de choses préjudiciable aux intérêts ouvriers, les susnommés ne firent plus que le nombre d'heures prévues par le tarif et un ouvrier de plus, syndiqué, fut embauché. Celui-ci ayant été congédié huit jours après sans aucun motif, Angèle Ferrari se remit de plus belle à faire de longues journées. Les autres ouvriers, sauf Bertoncini, demandèrent alors le renvoi de Ferrari. Le patron les congédia tous, excepté Bertoncini qui continue son manège tout seul. La marbrerie Raymond a été mise à l'index par le syndicat. Que jusqu'à nouvel avis aucun ouvrier conscient ne s'y rende !

Deux renégats que le Syndicat des marbriers et tailleurs de pierres signale au mépris de tous, ce sont les nommés Jean Rizzi (dit Merli) et Galli (dit Peteraz).

— Angèle Ferrari, visé par le Syndicat des marbriers et tailleurs de pierres, nous écrit :

« On m'a dit que la *Voix du Peuple* publiera une correspondance de Vevey, dans laquelle je serai traité de faux-frère. Je reconnais avoir légèrement agi en parlant avec le patron des injures que les camarades m'avaient adressées parce que je travaillais plus que l'horaire normal. Ils avaient raison de me reprocher cela, mais si je me suis laissé entraîner à violer l'horaire établi, c'est parce que je voyais qu'un nommé Jean Bertoncini commettait cette violation depuis des années, sans que personne ne proteste. Au contraire, il est choyé par tous les camarades d'atelier parce qu'on le considère comme le préféré du patron. Dans une lettre envoyée par eux à M. Raymond, on ne trouve aucune mention de ce Bertoncini, qui est réellement un « kroumir ».

Je regrette donc d'avoir violé les règles établies pour le travail de notre métier et déclare vouloir, dorénavant, observer scrupuleusement les décisions syndicales. Mais je sens, en tous cas, de ne pas mériter le nom de renégat. ».

LA SURPRODUCTION

Les guerres coloniales

Nous signalons comme cause des crises économiques, le fait que les foules travailleuses qui forment la grande masse des consommateurs, ne recevant pas l'équivalent de ce qu'elles produisent ne peuvent racheter leurs produits.

Cet excédent de produits qui ne peut être racheté par ceux qui l'ont élaboré forme ce que l'on appelle la surproduction. Le terme est peut-être malheureux, car il évoque l'idée d'une production qui aurait dépassé les besoins, ce qui n'est pas le cas; la société a évidemment besoin de tous ces surproduits, mais elle n'a pas les moyens de les acheter.

C'est une situation assez baroque. Notre société s'ingénie à élaborer des produits merveilleux pour satisfaire à tous les goûts, elle met tout en œuvre pour cela et lorsqu'elle a réussi, la voici se lamentant d'une part de ne pouvoir se défaire de ses produits et d'autre part de ne pouvoir se les procurer.

C'est que, en vertu de ce déséquilibre entre le prix de la marchandise sur le marché et le prix qu'elle a été payée aux travailleurs, les produits s'accumulent à un pôle de la société et les besoins à l'autre, et l'on n'a pas cherché jusqu'à présent à relier les deux pôles pour établir des compensations.

Car, ce n'est pas tout que de s'apercevoir d'où vient la surproduction, il faut se demander comment l'éviter. D'après ce que nous avons exposé, la réponse est très simple. Qu'on remette sous forme de gain au producteur l'équivalent de son produit et il pourra le racheter. C'est cette chose très simple qui présente d'énormes difficultés pour sa réalisation et qui est une des grosses tâches du socialisme, elle n'exige rien moins qu'une transformation considérable de l'organisation économique actuelle.

Mais avant d'en parler, voyons un peu ce qu'a tenté la bourgeoisie contre la surproduction.

Les capitalistes se sont dit tout simplement ceci : puisque les pays d'industrialisme moderne ne peuvent consommer ce qu'ils produisent, trouvons des pays nouveaux qui le consomment à leur place, et comme tous les gouvernements sont dans leurs mains, on a vu partir de tous les pays d'innombrables expéditions armées, destinées à forcer les sauvages de toutes couleurs à accepter nos produits. Des pays comme les États-Unis qui s'étaient passé d'armée pendant cent ans, ont acquis des flottes formidables à cet effet, d'autres, comme l'Allemagne, ont doublé ou triplé le nombre de leurs vaisseaux de guerre, et, maintenant, on peut presque dire que le monde entier est ouvert au commerce capitaliste.

La situation s'en est-elle améliorée ? Loin de là, elle a, au contraire, empiré. Les causes en sont faciles à discerner. Les Chinois, les Javanais, les nègres, les Hindous, qui n'ont pas les mêmes goûts que nous et qui sont pauvres en général ne pouvaient acheter nos complets, nos montres et nos hauts-de-forme, seuls les produits qui nous rapprochent de la sauvagerie, comme l'alcool et les armes ont trouvé un certain écoulement chez eux. Ce n'était donc pas d'un grand secours.

Par contre, si le capitaliste n'a pas trouvé dans le non-civilisé un excellent consommateur, capable d'acheter sa surproduction, il a su en faire du moins un producteur très exploitable. L'ouvrier chinois, javanais, malais, sud-africain, se paie dix, douze, quinze et vingt centimes par jour. Avec de pareils salaires, la différence entre le montant de ces salaires et le prix de la marchandise produite est encore beaucoup plus grande que chez nous et plus grande aussi la surproduction. L'extension du régime capitaliste au monde entier ne fait donc qu'aggraver la situation et l'on peut prévoir déjà que l'ampleur et l'intensité des crises deviendront telles à l'avenir que le malaise et la misère amèneront un bouleversement universel avant que le socialisme ait eu le temps de préparer une organisation plus rationnelle de la société.

Devant une telle situation, les cinq sixièmes des gens *raisonnables* trouvent encore moyen de nous reprocher d'aller trop vite. Nous souhaitons pour leur tranquillité, qu'ils aient raison.

(Tiré de la brochure *Surproduction et chômage*, de Charles Naine, éditée par la Société d'édition et de propagande socialiste de La Chaux-de-Fonds et imprimée par l'Imprimerie des Unions ouvrières).

La grève à Genève

Voici, d'après un témoin oculaire, le récit de l'échauffourée du vendredi après midi.

Deux ou trois cents grévistes étaient réunis dans la salle Handwerck. Un camarade, venu de Lausanne, les mettaient au courant de la situation dans cette ville. Puis, après avoir entendu quelques orateurs, ils approuvèrent l'envoi d'une lettre ouverte au Conseil d'Etat du canton de Vaud, protestant contre la suppression, à Lausanne, de toutes les libertés garanties par la Constitution. Un camarade proposa de faire un cortège, ce qui fut décidé. On alla chercher deux drapeaux rouges et l'on descendit dans la rue. Chacun était calme et aucun cri ne fut poussé. Le cortège était à peine en formation qu'un détachement de vingt-cinq gendarmes, embusqués dans une des rues voisines s'approchèrent et, sur un signe de leur chef, se précipitèrent sur les grévistes et en particulier sur les porteurs des drapeaux, pareils à des taureaux voyant un lambeau d'étoffe rouge. Les porteurs de drapeaux cherchèrent à s'échapper, ainsi que ceux qui les entouraient, mais ils furent poursuivis par les « soutiens de l'ordre ». Une course homérique allait s'engager, lorsque devant les fuyards, se trouvèrent tout à coup une trentaine d'agents de la sûreté qui, sans provocation aucune, avant que personne eut seulement fait un geste de protestation, frappèrent ceux-ci à coups de poings, à tort et à travers, usant et abusant du jiu-jitsu avec une brutalité inouïe. Plusieurs des victimes roulèrent dans la poussière, victimes des à-coups de la lutte japonaise. Des personnes tout à fait indifférentes aux grévistes, des curieux et des journalistes, qui assistaient à cette scène, furent profondément indignées de cette lâche agression.

Les flics procédèrent à l'arrestation d'une quinzaine de *meneurs*, parmi lesquels un russe ne connaissant pas un mot de français.

Une fois de plus, les meneurs ce furent les flics, les fauteurs de désordres, ce furent les flics, les agresseurs, encore les flics, et les victimes, ce furent de paisibles travailleurs qui croyaient encore, les naïfs, qu'il existait, dans la Constitution, une liberté de réunion. *Louis Baud.*

Un rapprochement.

On mène grand bruit en France autour de l' « affaire Soleillant ». Soleillant est un ouvrier qui viola et tua une fillette à Paris. Les grands journaux, éducateurs du peuple, en profitent pour déterrer des histoires de crimes, les bourgeois pour réclamer le rétablissement de la guillotine, et les aristos (Guy de Cassagnac) pour demander le rétablissement de la torture. Il est évident que si, comme Thaw en Amérique, Soleillant était millionnaire, il ne serait qu'un fou, et le bon public se laisserait doucement mener à l'oubli par ses journaux. Si Soleillant avait été soldat, et eut commis son acte en Chine, sur des fillettes chinoises, il aurait pu se payer quelques viols et quelques meurtres de plus à bien meilleur compte ! Comme cela s'est passé lors de la campagne de Chine, il serait un « héros », serait décoré par le gouvernement et eut peut-être été porté en triomphe par les mêmes individus qui, maintenant, réclament pour lui la peine de mort.

Comme le dit l'*Assiette au beurre* : « Il ne faut pas supprimer la peine de mort, parce que... ça ferait un tort considérable aux patrons des usines où l'on tue des gosses de douze ans ! »

La Suisse assassine

Vieille Suisse, que deviens-tu ? Où sont-ils les libres enfants de la belle Helvétie ? A Orbe ? Non. A Bussigny ? Non. A Vevey ? Encore moins... Où donc ? Nulle part... Si, peut-être à l'étranger.

Écoutez ! Je ne vais pas refaire ici l'historique de la grève des chocolatiers que chacun connaît, ni relater par ses menus détails le point de départ de la grève solidaire des ouvriers veveysans. J'arrive droit au fait. Par esprit de solidarité, les ouvriers de Vevey ont abandonné le travail. Ce faisant, ils ont prouvé qu'ils sont des êtres humains auxquels rien de ce qui est humain ne doit rester étranger. Or, la grève des chocolatiers est une grève humaine. Ils veulent, ces braves ouvriers et ouvrières, gagner leur vie sans s'avilir ni se prostituer, et c'est justement ce que ne leur permettent pas leurs misérables salaires. Ils cessent donc de travailler pour forcer la main à leurs exploiteurs. Les ouvriers de Vevey, pour témoigner leur sympathie à ces braves, font cause commune avec eux. Qu'arrive-t-il ? Les gendarmes dégaînent, on lève la troupe...

Tirer sur des jeunes filles, sur des femmes, pouah ! Et dire que nos journaux bourgeois les mieux pensants traitent le petit père russe de « tsar assassin » parce que, dans les grèves qui ont eu lieu dans *son* empire, *ses* soldats tirent sur la foule ! Non, c'est renversant.

Il faut pourtant se rappeler que chez

nous, c'est le peuple qui est souverain (oh ! soi-disant). A qui donc incombe la responsabilité d'actes tels que ceux qui se sont passés à Vevey? Au souverain, comme en Russie. Par conséquent, c'est le peuple suisse qui est responsable.

Sans parler des événements de Vevey, nous pourrions nous arrêter au procès de Tatiana Léontief. Là, aussi, on a pu voir les procédés de notre police suisse, procédés qui peuvent faire pendant à ceux de la police russe. On étrangle à moitié une femme dans sa prison pour la forcer à se déshabiller devant des sbires, on l'injurie, on se moque de ses protestations... Eh ! parbleu, comme en Russie !

Et vous croyez que cela durera longtemps ?... Jadis, la Suisse exerçait ses enfants au métier des armes pour se défendre contre les despotes du dehors. Aujourd'hui, elle se sert de ses troupes, de ses milices, pour défendre les despotes qui pullulent sur son sol. Quand donc arrivera la fin de cette comédie ? Quand donc, peuple Suisse, te souviendras-tu que tes ancêtres étaient des Guillaume Tell, qui n'avaient pas peur de percer le cœur des tyrans d'une flèche adroitement lancée ? Soldats de la libre Helvétie, votre idéal consiste à tirer aujourd'hui sur vos frères et vos sœurs, peut-être sur les êtres que vous chérissez le plus au monde. Est-ce pour cela que la Confédération dépense quarante millions par an ? Si oui, laissez-nous tranquilles et partez pour la Russie, le tsar vous occupera avec plaisir...

Pour aujourd'hui, j'arrête le cours de mon indignation, et je termine en déclarant qu'au tsar assassin, nous pouvons opposer la Suisse assassine : le mâle et la femelle vont bien ensemble.

Un ennemi des Gessler modernes.

Il y a, dans l'état de civilisation, une égalité de droits chimérique et vaine parce que les moyens destinés à la maintenir servent eux-mêmes à la détruire et que la force publique, ajoutée au plus fort pour opprimer le plus faible, rompt l'espèce d'équilibre que la nature avait mis entre eux. *J.-J. Rousseau.*

Les faits de la semaine

Lundi. — A Cette, un patron pêcheur tire des coups de revolver sur des matelots en grève. 3 blessés.

— A Essonnes, la grève continue. Au Havre, les peintres ; à Lens, les mineurs de la fosse 4, se mettent en grève également. A Nantes, la grève continue, formidable ; 3000 charbonniers, dockers et maçons sont en grève. A Fourmies, le travail reprend dans plusieurs filatures. Les carossiers de Turin sont en grève.

Mardi. — La Douma vote, malgré Stolypine, la suppression des cours martiales. Gare la dissolution !

— En Roumanie, les paysans révoltés brûlent les châteaux et une véritable insurrection se propage. 4000 paysans marchent sur Bucarest. On mobilise l'artillerie !

— Les obsèques de l'ouvrier Victor Charles, père de quatre enfants et tué lâchement à Nantes par un gendarme, ont eu lieu par un temps splendide. Plus de 4000 personnes suivirent le cercueil.

Mercredi. — A Reims, au 22me dragons, le lieutenant Duhaime avait inventé une courroie de cuir munie d'une pointe aiguë pour empêcher les jeunes cavaliers de se pencher ; il avait aussi trouvé un moyen de les empêcher de se cramponner à la selle en garnissant le pommeau de pointes de fer ! Gros scandale ! Trente jours d'arrêts de rigueur. C'est pour rien !

— Deux hommes sont grièvement brûlés en rade de Cherbourg, à bord du torpilleur 146. C'est pour la patrie !

— Les phosphatiers de Nantes reprennent le travail. A Cette, grande effervescence.

Jeudi. — A Essonnes, le patron Darblay reçut à peine notre camarade Marc ; par contre, un gendarme qui venait faire ses adieux au patron fut accueilli par ces aimables mots : « Quand on est revêtu d'un uniforme, on est toujours reçu en ami dans mon château ! » Nous proposons l'uniforme de forçats pour les papetiers de M. Darblay. La grève continue.

— La grève des débardeurs de Hambourg, malgré les Anglais embauchés, gêne sérieusement le commerce allemand. Les grévistes sont décidés à ne pas céder et il faut seulement regretter qu'ils soient si peu soutenus par leurs camarades.

— Les inscrits maritimes français, mécontents des votes de la Chambre et du Sénat, décident la grève maritime générale. Des assemblées préparatoires ont lieu et le commencement de la grève sera décidé par le comité. Le 7 avril, réunion générale, on pourrait presque dire répétition générale car, ce jour-là, le chômage sera complet et les marins déserteront leur bord pour venir à leur réunion syndicale.

Vendredi. — En Roumanie, les troupes tirent à schrapnells sur les paysans.

Samedi. — Le congrès des instituteurs de France décide l'adhésion à la Confédération générale du Travail.

Dimanche. — A Essonnes, entrevue entre patrons et grévistes. *Jean.*

Qu'est-ce qu'une loi ? La proclamation, dans un article premier, d'une règle que démentent les quarante-sept articles suivants.

Henry Maret.

MANIFESTATION DE SOLIDARITÉ

Nous publions ci-dessous les comptes de la souscription lancée par la *Voix du Peuple* en faveur des chocolatiers de Vevey, Orbe et Bussigny.

Sommes reçues :

Liste 1 (Baumer)	Fr.	8 65
» 2 (Dallemagne)		29 50
» 4 (typographes, Lausanne)		2 65
» 5 » »		5 —
» 6 » »		13 50
» 7 » »		2 50
» 8 » »		7 50
» 10 (Noverraz)		10 70
» 11 (Pettmann)		11 —
» 12 (Degen, puis Guesnon, typo)		8 —
» 18 (lithographes, Lausanne)		20 —
L. A., Genève		1 —
Marc Hefti, Chaux-de-Fonds		1 10
Anthonioz, Genève		2 50
Gaziers de Genève		20 —
Fédération des Syndicats, Genève		50 —
Ernest Meyer, Berne		5 50
Wyler, Chaux-de-Fonds		25 —
» »		25 —
Synd. des emp. de la coop., Bienne		8 50
» » » »		19 —
C. Pignat, Vouvry		2 —
Henchoz, Cully		5 —
Des amis de Montreux		2 30
Syndicat des typos, Genève		50 —
Pilot, Prieuré, Genève		5 —
E. Romersa, Arbon		6 —
H. Maire, Chaux-de-Fonds		10 —
Synd. des ouvriers sur bois, Fribourg		42 —
Jean		4 —
F. Mutti, Sion		10 —
Chemicals et Saccharine, par Pilot		20 —
Usine Givaudan, par Pilot		8 —
A. Guenin, Bienne		9 80
Union ouvrière, Chaux-de-Fonds		300 —
Synd des faiseuses d'aig., Ch -de-Fonds		50 —
Groupe révolutionnaire russe		30 —
Plâtriers-peintres de Fribourg		25 10
Total à ce jour		855 80

Sommes versées :

Aux camarades chocolatiers d'Orbe, Vevey et Bussigny, suivant reçus à disposition des camarades	Fr.	699 60
Reste en caisse	Fr.	156 20

Nous invitons instamment les camarades et les organisations qui détiennent encore des listes, à nous les retourner le plus rapidement possible, même blanches, afin que nous puissions boucler les comptes.

Nous prions les camarades qui ont des observations à faire au sujet de ces comptes de nous les adresser immédiatement. Pendant les jours mouvementés que nous venons de traverser, des sommes, des mandats peuvent avoir été distraits. La fermeture de l'Imprimerie, la confiscation par les hommes de loi et de police de partie de la correspondance, a rendu plus compliqué aussi l'établissement des comptes.

Nous avons recu, d'autre part, du Groupe de Lausanne du Parti social-démocrate russe, la somme de *55 fr. 50*, pour les grévistes de Lausanne. Les camarades grévistes, qui seraient dans la misère par suite de la grève, peuvent s'adresser à nous.

FÉDÉRATION DES UNIONS OUVRIÈRES

— Les Unions ouvrières ou syndicats de la Suisse romande, qui désireraient avoir des conférenciers pour le 1er mai, sont invités à en faire la demande, dans le plus bref délai, au secrétaire de la fédération, le camarade Emile Tétaz, 22, rue du Lac, Vevey.

Les plâtriers-peintres de Montreux et de Bâle sont toujours en grève. Ces places sont à l'interdit ainsi que celles de Lausanne et de Lucerne.

PREMIER MAI

A l'occasion du PREMIER MAI, la *Voix du Peuple* publiera un

NUMÉRO SPÉCIAL

qui sera consacré au Manifeste de la Fédération des Unions ouvrières, à la Journée de huit heures, à la Grève générale, à l'Action directe, à l'Antimilitarisme, etc.

Il serait nécessaire que ce numéro soit distribué **à profusion**, afin de faire comprendre aux plus indifférents que, sur le terrain économique, la lutte n'est jamais infructueuse et que les victoires d'hier sont la préparation des victoires de demain.

Nous comptons donc que toutes les organisations syndicales, Unions ouvrières, Syndicats, etc., souscriront pour ce numéro qui sera expédié aux prix suivants, franco, pour une commande de :

1000 exemplaires. . .	Fr.	20,—
500 » . . .	»	11,—
100 » . . .	»	2,50

Il est nécessaire que les organisations nous fassent parvenir leurs souscriptions *sans retard* (23, rue d'Etraz, Lausanne), afin que nous puissions déterminer le chiffre du tirage de ce numéro spécial.

Imprimerie des Unions ouvrières

à base communiste.

Les commandes pour l'Imprimerie des Unions ouvrières à base communiste sont reçues :

A Genève, par le Salon de coiffure communiste, 7, rue Vallin ;

A La Chaux-de-Fonds, par le camarade C. Rouiller, graveur, 13, rue du Doubs ;

A Fribourg, par le camarade Jules Erlebach, La Chassotte.

Les notes peuvent également être payées aux adresses ci-dessus.

Faites-nous des abonnés !

Avis et Convocations.

Union ouvrière de Lausanne. — Mardi 9 avril, assemblée de comité.

Ouvriers sur bois de Lausanne. — Samedi 6 avril, dès 8 h. du soir, dans la grande salle de Tivoli, soirée récréative et familière suivie de bal.

PETITE POSTE

R., Arbon. — Tu peux garder la brochure. R. C. L. A., Genève. — Oui, elles sont payées.

SOUSCRIPTION

en faveur de la « Voix du Peuple »

Total de la dernière souscription	Fr.	142,60
Une ouvrière qui vous applaudit des deux mains		0,50
Total	Fr.	143,10

COMPTES DU JOURNAL

Recettes.

Abonnements : Genève, 1,75 ; Vevey 1,75 ; Lausanne, 2	Fr.	5,50
Vente au numéro : G. L. V.	»	9,30
Souscription	»	0,50
Total des recettes	Fr.	15,30

Dépenses.

Comp. et tirage du N° 12 (2000 ex.)	Fr.	75,—
Total des dépenses	»	75,—
Solde à payer au dernier rapport	»	220,30
Reste à payer à ce jour	Fr.	280,—

L'administration, la rédaction et la composition de la VOIX DU PEUPLE sont entièrement exécutées par des ouvriers syndiqués.

Editeur responsable : Henri BORNAND.

Lausanne — Imprimerie des Unions ouvrières.

SERVICE DE LIBRAIRIE

de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande.

LAUSANNE — 23, Rue d'Etraz, 23 — LAUSANNE

Nous pouvons fournir aux organisations et aux camarades les publications suivantes, par retour du courrier :

Communisme expérimental, par Fortuné Henry 10 cent.
La Grève, par Emile Pouget 10 »
Le Parti du Travail (Pouget) 10 »
Le Manuel du Soldat (Yvetot) 10 »
Les Bases du Syndicalisme, par Emile Pouget 10 cent.
Le Syndicat (Pouget) 10 »
Patrie, Guerre et Caserne, par Charles Albert 10 cent.
Le Patriotisme, par un bourgeois 15 »
Le Militarisme (Dr Fischer) 15 »
Pourquoi nous sommes antimilitaristes, par Morat 10 cent.
Le Militarisme (Nieuwenhuis) 10 »
Déclarations de G. Etiévant 10 »
Entre Paysans (Malatesta) 10 »
Aux Jeunes Gens (Kropotkine) 10 »
Le Machinisme, Jean Grave 10 »
Dieu n'existe pas 10 »
La Grève générale, par Aristide Briand, actuellement ministre de l'instruction publique de France 5 cent.
Grève générale réformiste et Grève générale révolutionnaire 10 cent.
La Responsabilité et la Solidarité dans la lutte ouvrière, par Nettlau 10 cent.
Travail et surmenage (Pierrot) 15 »
Le Rôle de la Femme (Fischer) 15 »
Industrie intellectuelle (Fischer) 15 »
En communisme 10 »
Les Syndicats et la Révolution, par Louis Niel 15 cent.
Syndicalisme et Révolution, par le docteur Pierrot 10 cent.
La journée de huit heures (Niel) 15 »
Le *Problème de la population* 15 cent.
Génération consciente, par Frank Sutor (propagande néo-malthus.) 75 cent.
Guerre-Militarisme 2 fr. 50
Limitation des naissances (conférence donnée par Jeanne Dubois) 15 cent.
La *Préservation sexuelle*, d'après les données les plus récentes de la science, avec 28 figures dans le texte, par Lip Tay, docteur 1 fr. —
L'*Internationale* (tomes I et II), par James Guillaume 3 fr. 75 et 4 fr. 50
Michel Bakounine (Œuvres, t. II) 3 fr.
La *Législation sur la Responsabilité civile et le louage de service*, rédigée par le Secrétariat ouv. suisse 20 cent.

Surproduction et chômage, par Charles Naine 10 cent.
L'Or, poésie révolutionnaire 10 »
Paroles d'un Révolté, par Pierre Kropotkine, vol. de 370 pages, 1 fr. 50
La Peste religieuse, par Most, 10 cent.
Les Crimes de Dieu (S. Faure) 15 »
La Femme esclave (Chaughi) 10 »
Aux Femmes (Urbain Gohier) 10 »
L'Etat (*son rôle historique*), par Pierre Kropotkine 20 cent.
A mon frère le Paysan (Reclus) 5 »
La Grande Révolution, par Pierre Kropotkine 10 cent.
Vers le Bonheur (S. Faure) 10 »
Immoralité du Mariage, par René Chaughi 10 cent.
La Panacée Révolution (Grave) 10 »
Science et Divinité (Tresfond) 5 »
Des Rouges aux Jaunes (Britano) 5 »
La Question sociale (S. Faure) 10 »
Manuel du Paysan 10 »
Le Repos hebdomadaire, par Pierre Lucquet 15 cent.
L'éducation de demain (Laisant) 10 »
Non, Dieu n'est pas 10 »
Lettres de Pioupious (F. Henry) 10 »
Les conditions du travail, par Paul Delesalle 20 cent.
Le *Collectivisme de l'Internationale*, par James Guillaume (brochure).
L'*Almanach de la Chanson du Peuple pour 1907* 30 cent.
Der politische Massenstreik 25 cent.
L'Almanach de la Révolution pour l'année 1907 30 cent.
Documents socialistes (Dal) 30 »
Deux méthodes du Syndicalisme, par Delesalle 10 cent.
Mensonge patriotique (Merle) 10 »
L'Antipatriotisme (G. Hervé) 10 »
Un grand fléau (Girault) 20 »
Au lendemain de la grève générale, par Ernest Girault 20 cent.
La *Vache à lait* (Yvetot) 20 »
Pages d'histoire socialiste, par Tcherkesoff 25 cent.
Législation ouvrière 10 »
La troupe et les grèves, par le Groupe d'études sociales, St-Imier 10 cent.
L'*Homme et Dieu*, discussion contradictoire 10 cent.

Nous nous chargeons également de fournir sur demande toutes les publications et brochures intéressant le mouvement ouvrier. Rabais par quantités. Brochures en langue italienne. — Abonnements à tous les journaux ouvriers.